**POLITIQUES MACRO ECONOMIQUES**

**INTRODUCTION**

* + ***Quels sont les principaux indicateurs de la santé d’une économie ?***

**- Le PIB** : Selon L’INSEE, c’est une mesure de l’activité économique. Il est défini comme la valeur de tous les biens et services produits moins la valeur des biens et services utilisés dans leur création. C’est donc la somme des VA.

Le PIB ne prend pas en compte le bien être, le bonheur, le développement humain, le progrès social. Il ne prend pas en compte le volet social, ni le volet écologique (pollutions, accidents créateurs de richesses….).

**La décomposition fondamentale du PIB : Y = Consommations + Investissements + Dépenses Gouvernementales + Exportations – Importations**

**Comparaison internationale** : **On passe au PIB / Habitants, et en PPA** (C’est un taux de conversion monétaire qui permet d’exprimer **dans une unité commune** les PA des différentes monnaies. Ce taux exprime le rapport entre la quantité d’unités monétaires nécessaires dans des pays différents pour se procurer le même panier de biens et de services).

**- Le taux de chômage** : Le ratio du nombre de chômeurs sur la population active.

Selon le BIT : Un chômeur est sans travail depuis au moins une semaine, disponible pour travailler, rechercher activement un emploi.

*La Loi d’OKUN* : Elle concerne la relation entre taux de chômage et activité économique (croissance). **Une forte croissance s’accompagne d’une baisse du taux de chômage, et inversement….**

Ceci dit, il faut une forte croissance pour que le chômage baisse : **Il faut au moins 3% de croissance pour que le chômage baisse…**

**- Le taux d’inflation :** Le taux d’inflation mesure la variation en % du niveau général des prix par rapport à N-1.

L’inflation est une hausse entretenue du niveau général des prix.

Pour mesurer le niveau général des prix, on utilise :

* le déflateur du PIB : PIB Nominal / PIB réel
* L’indice des prix à la consommation.

*Relation importante entre inflation et chômage : Courbe de Philips de 1958*

 - Quand le chômage est faible, l’inflation est forte, et inversement…

Sauf que dans les années 70, on s’est retrouvé dans les pays développés avec une forte inflation et un fort chômage.

Ainsi, une nouvelle relation a été mise en évidence, entre le taux de chômage et le taux de croissance de l’inflation :

 - **Aujourd’hui un fort taux de chômage ne semble pas entrainer une faible inflation, mais plutôt une baisse de l’inflation.**

**La croissance :** C’est l’augmentation continue de la richesse d’une économie, et de la richesse par habitant. L’indicateur est le PIB.

Taux de croissance : PIB n – PIN n-1 / PIB n-1 \* 100

Le taux de croissance pour l’année N fait référence au taux de croissance du PIB réel au cours de l’année N.

* ***Questions centrales de la macroéconomie***
	+ Comprendre la croissance économique :

 - L’Europe et les USA.

* Pourquoi le chômage européen reste-t-il si élevé ?

**- La rigidité du marché du travail,** niveau d’alloc trop élevé, SMIC trop élevé, trop de protections du travailleur….

 - **Sauf au Danemark : Flexisécurité** : Flexibilité des salariés en terme de licenciement, mais sécurité en terme de parcours professionnels : Allocation chômage élevés, et énormément de choix de formations.

* Pourquoi le travail qualifié devient de moins en moins cher dans les pays développés ?
	+ - Les Firmes délocalisent
		- La nature du progrès technique : IT demande de plus en plus de travail qualifié, et secteur commerce, restauration en demande moins.

Augmentation des inégalités de PIB entre pays développés et pays pauvres.

* ***Fondements historiques de la politique économique***
	+ La politique économique préindustrielle

Le courant de pensée qui a influencé la pensée économique **était le mercantilisme** au 16ème 17ème siècle : Ils considéraient que l’Or et l’Argent constituent la source et le symbole de toutes richesses. Il faut de plus, que l’Etat exporte, fasse du commerce**. Il faut cependant limiter les importations = Politique protectionniste.**

En France**, les Politique de Colbert** qui a préconisé de gérer des manufactures nationales, des entreprises privées, mais aussi des barrières tarifaires (douanes).

* + Le libéralisme économique

**Fin 18ème siècle :** Adam Smith avec « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations ».

**Parabole de la main invisible d’Adam Smith** exprime l’idée fondamentale qu’il n’existe aucune contradiction entre la recherche de l’intérêt individuel d’une part, et la satisfaction du bien de la communauté de l’autre.

**Ricardo (19ème)**  prônait le libre échange entre les pays, **mettant en œuvre les avantages comparatifs :** Chaque pays doit se spécialiser dans la production où qu’il est le plus performant ou le moins mauvais.

**Jean Baptiste Say (19ème)**  : La Demande crée l’offre. **La Loi des débouchés.** On ne peut pas avoir de problèmes de débouchés. Chaque entrepreneur produit pour vendre, et achète d’autres produits avec les ventes et ainsi de suite….

On ne peut donc pas avoir de crise de surproduction.

**Selon les libéraux, l’Etat ne doit pas intervenir sur le marché économique**. Au contraire, il empêche le bon fonctionnement (aides, salaire minimum, protection des salariés...).

Il doit seulement avoir **des pouvoirs régaliens :**

* Défendre la société : **Police**
* Protéger chaque membre de la société contre l’injuste : **Justice**
* Le devoir d’entretenir les ouvrages publics et institutions que l’intérêt privé ne pourrait jamais entretenir, car il n’y aurait pas assez de profit : **Biens Publics**: ce sont des biens qui profitent à tous les consommateurs mais que le marché fournit en quantité insuffisante ou ne fournit pas du tout. **Ce sont des biens non rivaux** (la consommation par un individu n’entrave en rien les possibilités de consommation par un autre individu : 1 phare, pour un 1 ou plusieurs navires = même prix), **et non exclusifs** (impossibilité de faire payer un consommateur, problème de passager clandestin).
	+ Keynes et la politique économique

La grande dépression dès 1929 avec la valeur des titres boursiers qui s’effondrent (1929 : 3,2% >>> 1932 : 25% de chômage).

**Keynes :** « Théorie Générale de l’emploi, de l’intérêt et de la monnaie », 1883-1946 : **Pourquoi le niveau de produit agrégé peut-il se fixer à un niveau trop bas pour assurer le plein emploi ?**

* Il explique l’existence du chômage durable (pas chez les classiques, car il suffit de baisser les salaires pour annihiler le chômage).
* Les prix ne sont pas flexibles, donc les salaires ne s’ajustent pas tout le temps.
* **Il y aura toujours un équilibre de sous emploi, c'est-à-dire du chômage durable.**
* L’Etat doit donc intervenir, en encourageant les investissements. Il peut dépenser lui-même en construisant des hôpitaux, autoroutes = création d’emplois.

Keynes suggère que c’est ce que les ménages, les entreprises et les PB souhaitent dépenser, qui à court terme détermine le revenu total d’une économie.

+ les gens veulent dépenser, + les entreprises peuvent vendre leurs biens et services.

Selon Keynes, les récessions et dépressions trouvent leurs origines dans un niveau de dépenses insuffisantes.

Keynes justifie par sa construction**, la relance par la composante de la demande** : La consommation, l’investissement, les dépenses publiques et les exportations.

**Au début des années 1980 : La révolution de l’Offre :**

* Augmentation dépenses publiques, diminution des impôts, relance par l’Investissement (Keynes)
* Apparition des politiques de l’offre, avec Thatcher et Reagan : On va à un retour au système classique.
* Il y a une seule politique offre et demande :
	+ Réduction Fiscalité (augmentation capacité de production et à la fois promouvoir les dépenses).
	+ Investissement éducatif dans le capital humain
	+ Stimulation de la recherche
	+ Amélioration des infrastructures
* ***Eléments méthodologiques de la politique économique.***
	+ **Objectifs :**
1. **Fonctions de l’Etat selon Musgrave (1989) et justifications de l’intervention publique.**
	* L’allocation des ressources : Il s’agit des différents usages de ressources.

Il s’agit des interventions publiques **qui visent à affecter la quantité ou la qualité des facteurs de productions disponible** dans l’économie ou à modifier la répartition sectorielle ou régionale.

**D’une manière générale, les politiques visant à fournir les biens publics : Investissement, R&D, Education.**

* Optique microéconomique : défaillance des marchés
	+ - **Une concurrence imparfaite** : Il y a un ou deux entreprises qui ont un pouvoir de marché (monopole ou oligopole avec fausse concurrence..).
		- Les activités économiques présentent des effets externes. Les économistes utilisent **le terme d’externalité pour désigner des effets positifs ou négatifs de l’action d’un agent** sur le bien être d’autres agents et cela sans que ces interactions ne soient réguler par un système de prix : La Pollution.
		- **Information imparfaite** : Asymétrie d’information. Très souvent, on a deux parties de transaction, et une partie de la transaction est mieux informé que l’autre : Le marché des voitures d’occasion (le vendeur est mieux informé sur la qualité de sa voiture que l’acheteur, idem pour le salarié par rapport à son employeur).
		- **Sélection adverse**: L’assureur va proposer l’assurance à un tarif moyen, en fonction des statistiques. Les mauvais conducteurs vont préférer s’assurer, au contraire des bons : phénomène d’anti sélection.
	+ La répartition des revenus et des patrimoines.

Il s’agit des interventions visant à une meilleure répartition des ressources et des revenus : Transferts sociaux, taxation progressive >>> **Réduction inégalités.**

* + La stabilisation

L’objectif est de maintenir un niveau élevé d’utilisation des ressources, et une valeur stable de la monnaie.

Il faut une politique budgétaire et monétaire, afin d’éviter l’inflation, ou encore la stagflation, **avec notamment la réduction des taux d’intérêts afin d’encourager la consommation.**

* **Les objectifs de la politique économique :**

 - *Les objectifs économiques primaires* correspondent au carré magique de Kaldor (1971) : **Croissance, emploi, stabilité des prix et équilibre externe.**

La relation entre ces objectifs peut être différente :

 - Augmentation de l’un >>> Réduction de l’autre (Croissance et Réduction du chômage) ou inversement.

 - *Les objectifs économiques secondaires* : redistribution, protection des branches spécifiques, augmentation du temps de loisir.

 - Les objectifs liés à la réalisation de dépenses spécifiques de l’Etat en *matière de dépense, d’éducation, de santé et d’environnement.*

1. **Critères de décision et instruments d’évaluation**
	* **Utilité**
		+ - * Les fonctions de bien être social

**- Allocation** : Les analyses en **équilibre partiel** (on va analyser seulement le marché du tabac, consommateur et producteur) ou en **équilibre général** (on regarde tous les secteurs d’activités)

- **Stabilisation**: La fonction de perte macroéconomique

**- Redistribution** : Les indicateurs empiriques de mesure des inégalités : C’est le rapport inter décile (10% riche< > 10% pauvres).

* + **Evaluation des politiques en pratique**
		- * + Evaluation ex-ante : On simule si on fait telle ou telle politique
				+ Evaluation ex-post : Une politique a été effectuée, comme comprendre les résultats de la politique ?
	+ **Pourquoi des controverses ?**

**Entre politiques d’offre et politiques de demande :**

* + - La distinction entre politique d’offre et politique de demande renvoie à une séparation traditionnelle en théorie économique, **entre d’une part la croissance tendancielle** (long terme) **et d’autre part les fluctuations autour de la tendance** (à court terme due à une crise).
		- Les politiques d’offre s’attachent à **améliorer la production potentielle de l’économie.**
		- Tandis que les politiques de demande visent à **maintenir la production effective au plus près de la production potentielle**.

**On peut définir la production potentielle** comme le niveau maximal de production durablement soutenable, sans tension excessive dans l’économie, sans accélération de l’inflation.

**A court terme :**

- Politique d’offre : Peu efficace

- Politique de demande : **efficace à court terme seulement :**

 - Soutient fortement la consommation

**A long terme :**

- Politique d’offre :

 - **Efficace à long terme.**

- Politique de la demande :

 - Presque pas de changement à long terme. Dans 10 ans la prime à la casse ne servira à rien.

**Entre gestion conjoncturelle et réforme structurelle**

Le terme de réforme structurelle **désigne des politiques plus ambitieuses que les politiques usuelles de régulation à la marge.**

Les réformes structurelles **encourent des mesures qui modifient le cadre institutionnel**, et les contraintes qui gouvernent le fonctionnement des marchés.

On parle de l’accélération des réformes structurelles pour renforcer la compétitivité et l’innovation.

**Cette représentation permet de comparer deux types de politiques économiques :**

* + - Les politiques de régulation à la marge jouent sur les instruments en vue d’atteindre les objectifs en prenant les institutions comme données.
		- Les politiques de réforme structurelles visent au contraire à **modifier de manière durable les institutions** pour améliorer les performances de l’économie.
	+ **Critiques de la politique économique**

**Limites de la modélisation**

Est-ce les graphiques, qu’ils soient à court ou long terme, révèlent la réalité ?

De plus, il est très difficile de prévoir la réaction des agents économiques.

**Limites de la confiance**

Les limites portent sur la capacité du décideur public à susciter la confiance des agents économiques.

**Limites de la bienveillance**

On met en doute la capacité la volonté du décideur public, de servir le bien être des citoyens.

**Limites de la connaissance**

Ces limites soulignent l’incertitude dans laquelle se trouver le décideur public,

* + **Acteurs de la politique économique**

**Diffraction horizontale : Gouvernement à plusieurs voix, montée en puissance d’autorités indépendantes.**

**Diffraction verticale : Gouvernement à plusieurs niveaux – construction européenne**

**CHAPITRE 1 : LA POLITIQUE BUDGETAIRE**

***Définitions :***

* *Les dépenses publiques* : Les dépenses de toutes les administrations publiques de l’Etat, des collectivités locales et des administrations de SS.
* *Le budget de l’Etat*: Les dépenses de l’ensemble des ministères
* *Solde budgétaire*: La différence entre recettes et dépenses
* *Déficit budgétaire*: l’Etat dépense + qu’il gagne.
* *Excédent budgétaire*: Inversement…….
* *Dette publique*: l’ensemble de la dette contractée par l’Etat à l’occasion des emprunts émis ou garantis.

**Part des dépenses publiques dans le PIB : 38% en 1970, à 54 % en 2004.**

* *La politique budgétaire est constituée par les décisions de l’Etat en matière de dépenses et de fiscalité : (augmentation dépenses publiques (investissement pour construire un hôpital, ou diminution des recettes en diminuant les impôts).*
1. **L’Etat dans le circuit économique**
	1. **L’Etat et la demande globale**
	2. **L’analyse Keynésienne de la politique budgétaire**

Keynes trouve que l’origine de la dépression était à cause des dépenses non suffisantes dans l’économie**. Il est donc important de faire une relance par la demande.**

De plus les embauches sont définies par la demande globale. Si on doit construire 10 voitures, on embauche 10 personnes en plus.

* + 1. **La notion du multiplicateur**
* **Si le revenu d’une personne augmente de 10 euros, sa consommation n’augmentera pas de 10 euros**. **La propension marginale à consommer va donc baisser.**
	+ - * ***Multiplicateur d’investissement***
			* ***Multiplicateur d’emploi***

La création d’un emploi va permettre la création de nombreux emplois, que ce soit chez les fournisseurs ou les clients, de par l’augmentation de la productivité que cela a généré.

* + - * ***Multiplicateur de dépenses publiques***

**On considère que la hausse des dépenses publiques a un effet multiplicateur sur la croissance économique.**

Dépenses publiques = +100 >>>> Hausse des revenus de + 100>>>> Augmentation de la consommation.

1 million d’investissement publics pour 5 millions de consommation en +.

La politique de l’augmentation des dépenses publiques est plus efficace que la diminution des impôts :

* **Une baisse des impôts est moins efficace qu’une hausse des dépenses.** Car le plus souvent, les impôts sont progressifs, donc ce sont les agents économiques qui ont les revenus les plus élevés, qui vont le plus bénéficier de la baisse des impôts. Or, ce sont les agents économiques qui ont la plus faible propension à consommer. **Cela signifie qu’une partie de la baisse des impôts se traduit par une hausse de l’épargne, ce qui freine la relance de l’activité**.
	+ - * ***Multiplicateur du budget équilibré***

**On augmente les dépenses publiques et on augmente les impôts pour financer cette augmentation.**

Si l’investissement est de 1 million d’euros, le PIB augmentera aussi de 1 million.

**La relance par la demande est efficace car en dépensant 10, on reçoit + que 10.**

* + 1. **Les estimations empiriques**
			- **Quelle valeur attribuer aux différents types de multiplicateur ?**
			- **Les estimations empiriques confirment-elles l’analyse théorique ?**

**Parfois, absence totale de l’effet keynésien attendu**

**Soit l’effet inverse** : L’augmentation d’un certain nombre d’impôts ou de diminution de dépenses publiques a permis la croissance.

Politique expansionniste Keynésienne : **Le résultat est le creusement des déficits publics, même si la politique marche.**

Dans le cadre d’une économie ouverte :

 - La politique sera moins efficace, car si on donne à chaque citoyen, certains vont importer, acheter à l’étranger, donc le bénéfice sera moins important.

* 1. **Le budget de l’Etat**
		1. **Déficit budgétaire**

Pour résoudre le déficit, il suffit d’augmenter les impôts, ou de réduire les dépenses publiques.

 **Quels sont les modes de financement du déficit ? Théoriquement :**

- L’emprunt à la banque centrale nationale qui correspond à l’émission de monnaie : la monétisation des déficits est dangereuse. L’inflation permet la diminution du poids de la dette.

- L’emprunt auprès des agents privés ou auprès d’autres états : L’emprunt consiste pour le gouvernement à vendre à des investisseurs de créances leur donnant droit pendant une période de temps donné à des versements en capital et intérêts spécifiés par le contrat de dette associée. Deux tiers de la dette publique française est constituée par les bons du trésor et les obligations publiques.

- L’augmentation des impôts.

* + 1. **Le Solde**

**Le solde primaire est défini comme la solde budgétaire hors paiement d’intérêts.**

**Le solde budgétaire est la somme du solde conjoncturel** (qui dépend de l’activité économique. Cette composante est indépendante de la volonté de l’Etat) et du solde structurel (le solde structurel permet d’estimer ce que serait l’équilibre budgétaire à dispositifs de dépenses et règles fiscales inchangés si la production était à son niveau d’équilibre).

1. **Les stabilisateurs automatiques et la politique budgétaire active.**

Ce mécanisme prévu par le pacte de stabilité consiste à ne pas compenser par des mesures spécifiques la dégradation de leur situation budgétaire en cas de ralentissement économique, à condition de na pas dépasser la limite des 3% de déficit autorisée par le pacte. L’allocation chômage, la TVA, sont des stabilisateurs automatiques. Dans les années 90, les stabilisateurs automatiques réduisent d’environ ¼, l’amplitude des fluctuations conjoncturelles.

**Les limites d’une politique budgétaire active :**

**- Les délais**

**- L’incertitude**

**- Le déficit budgétaire et l’endettement excessif de l’état.**

1. **La solvabilité de l’Etat et la soutenabilité de la dette publique**
	1. **La critique néoclassique de l’analyse Keynésienne**
* **L’éviction financière :**

L'État, pour financer le déficit budgétaire, se finance sur les marchés financiers. Du fait de l'attractivité de la dette de l'État (obligations, bons du Trésor,…), réputée très sûre et qui permet aux investisseurs de diversifier leur portefeuille d'actifs, cette émission va mobiliser une partie de l'épargne nationale et internationale au détriment de l'investissement productif, et donc de la croissance. Il y a donc éviction de l'investissement privé en faveur du financement d’une hausse des dépenses publiques, ce qui délégitime indirectement les politiques budgétaires keynésiennes de relance de la demande globale.

* **La Rigidité de l’offre**

L’offre élastique (lors de la relance) permet aux producteurs de produire plus sans demander une forte augmentation de prix. Pour les classiques, l’offre est rigide, si la demande augmente, on augmente les quantités, mais les prix augmentent fortement. Le consensus consiste à dire que sur le court terme la politique budgétaire (Keynes) peut être efficace, mais pas sur le long terme.

* **L’équivalence Ricardienne**

Les ménages sont aussi des agents rationnels et intelligents. Ils peuvent aussi faire les calculs inter-temporels. Les ménages rationnels répondront à un accroissement de la demande publique en restreignant leur consommation parce qu’ils anticipent que le déficit d’aujourd’hui donnera lieu à des impôts futurs et ils s’y préparent en épargnant davantage. Les anticipations sont rationnelles lorsque les acteurs économiques exploitent toute l’information disponible sur les variables pertinentes pour leur décision, ainsi que sur le fonctionnement de l’économie pour former les meilleures prévisions possibles.

* **La contrainte budgétaire de l’état**

Est-ce qu’il y a des limites à la capacité d’emprunter de l’état ? La solvabilité de l’état correspond à l’existence de ressources lui permettant de faire face à ses échéances. Par exemple, il y a une limite à l’augmentation des impôts (Argentine, 2002). Quand on parle de soutenabilité, il y a une dimension temporelle. On dit que la situation des finances publiques est insoutenable si, sur la base de la politique économique suivie et des prévisions disponibles, l’évolution projetée de la dette publique débouche sur une situation d’insolvabilité. La contrainte budgétaire du gouvernement dit que la variation de la dette publique est égale au déficit de l’année en cours. Bt-Bt-1=déficitt. Si le gouvernement fait du déficit, la dette croît. S’il bénéficie d’un surplus, sa dette diminue.





[Variation de la dette] = [Paiement d’intérêts] + [Déficit primaire]

**La variation du ratio dette / PIB est la somme de deux termes :**

* Le 1er terme est la différence entre le taux d’intérêt réel, et le taux de croissance réel \* ratio initial.
* Le 2ème terme est le ratio du déficit primaire du PIB.

**La hausse du ratio de la dette sera d’autant plus importante (50>70%) que le taux d’intérêt réel sera plus élevé, le taux de croissance de l’économie sera plus faible, le taux initial de la dette sera plus élevé et le ratio du déficit primaire au PIB sera plus élevé.**

**Il est possible de stabiliser la dette si on a une croissance supérieure au taux d’intérêt réel.**

* **Les effets d’offre et tentatives de réconciliation**

Pour les Keynésiens, on baisse les impôts, on augmente ainsi la consommation, et ce sont des débouchés pour les entreprises : **Relance par la demande.**

Pour les libéraux, **relance de l’offre en réduisant la pression fiscale des entreprises, et libéraliser les emplois.**

**Sur les dépenses :**

* Keynes  veut mieux relancer par les dépenses directes que les impôts
* Libéraux : Diminution de dépenses publiques.

Irlande, baisse du déficit budgétaire entre 81 et 89, logique libérale :

* **On a diminué les dépenses (récession pour keynésien).**
	+ **Effet indirect** : Perçu par les ménages comme un programme crédible, et ont anticipé une baisse de la pression fiscale future.
	+ **Les modèles keynésiens à effet de seuil**: Les effets de la politique keynésienne dépendent du niveau d’endettement et du niveau de déficit. On mélange la politique keynésienne (en se souciant des déficits et de la dette) et les effets dépendant de la soutenabilité de la dette.
		- Si les ménages sont confiants, c’est une politique possible et donc ils consomment, les entreprises investissent.

**Effet Ricardien :**

**Les consommateurs sont rationnels, et ils se rendent compte que si aujourd’hui ont baisse les impôts, on va donc anticiper le futur, et donc épargner +, on ne va pas consommer +.**

1. **Le pacte de stabilité et de croissance de la zone euro**

**De quoi parle-ton ?**

En termes de politique économique, on est tous regroupé avec la même monnaie, les mêmes taux d’intérêts.

Politique budgétaire : Au niveau des Etats

Politique monétaire : Au niveau de l’UE.

On a une incitation à une politique budgétaire laxiste, dépensant beaucoup. C’est dangereux pour un Etat, et encore + si il fait partie de l’union monétaire.

**Le Pacte de stabilité et de croissance cherche d’une part à éviter des hausses de taux d’intérêts liées à une politique budgétaire trop souple, et d’autre part à éviter qu’un Etat ne glisse vers l’insolvabilité mettant la BCE dans l’obligation d’intervenir pour éviter une crise financière majeure.**

Le PSC fait que l’Europe est caractérise par les politiques souvent pro-cyclique, et ce n’est pas toujours le meilleur moyen de soutenir la croissance.

**- A court terme**, et dans un environnement de stabilité des coûts et de dette publique modérée**, l’analyse keynésienne demeure pertinente**: **une stimulation budgétaire conduit à un accroissement de la demande et de la production** (dans la mesure où existe des capacités de production inemployées).

Toute fois, **lorsque la dette publique est importante, l’impact de la politique budgétaire sur l’activité peut être atténué par la réaction des mé**nages, qui anticipent une prochaine correction qui modifient leurs comportements d’épargne en conséquence.

**- A contrario (Irlande), un ajustement des finances publiques peut être faiblement couteux voir à la limite favorable à l’activité**, si les finances publiques sont initialement très dégradées, et si la perception d’une crise imminente handicape la demande privée.

**- Dans le long terme (au-delà du cycle économique),** la politique budgétaire affecte le niveau de production potentiel, par son impact sur l’accumulation du capital, et sur la réaction de l’offre à la fiscalité.

**CHAPITRE 2 : LA POLITIQUE MONETAIRE**

* La monnaie
	+ La création monétaire
	+ Les agrégats monétaires
	+ La valeur de la monnaie
* Objectifs et instruments de la politique monétaire
	+ Théories
	+ Les mécanismes de transmission de la politique monétaire
	+ La fonction de réaction de la banque centrale
	+ La mise en œuvre de la politique monétaire

**La politique budgétaire affecte directement le niveau de la demande.**

**Les politiques monétaires agissent sur les conditions de financement. Elles mettent en jeu des canaux de transmission à l’économie réelle.**

**Les politiques monétaires accordent une place plus explicite aux anticipations des acteurs économiques.**

**La définition et l’expression publique de la stratégie monétaire sont très importantes. On parle beaucoup de la transparence de la politique monétaire.**

**La politique monétaire est plus ciblée. La plupart des BC se sont focalisées sur la lutte contre l’inflation.**

**Pour que les BC puissent tenir compte de cette lutte, il est reconnu que les BC doivent être indépendantes.**

**La politique monétaire est considérée comme plus réactive et plus souple.**

1. **La Monnaie**

La monnaie est composée des moyens de paiement détenus par les agents non financiers, et parmi les placements financiers, ceux qui sont susceptibles d’être transformés aisément et rapidement en moyens de règlement sans risque de perte en capital.

* 1. **Les fonctions de la monnaie**
* La monnaie est une unité de compte
* C’est un instrument de paiement
* Une réserve de valeur : La monnaie est aussi une des formes de la richesse, ou un actif de patrimoine.

**Un actif liquide a deux caractéristiques principales :**

* Sa valeur nominale stable
* Immédiatement disponible pour le renouvellement des transactions.
	1. **La création de la monnaie**

**La BC créé la monnaie fiduciaire (billets, pièces).**

**Les banques commerciales créent de la monnaie scripturale. Elle est inscrite sur les livres des établissements, essentiellement les banques.**

**La création monétaire est souvent effectuée par les banques commerciales, quand elle crédite les comptes de leurs clients suite aux prêts qu’ils effectuent.**

**On mesure la quantité de monnaie en circulation dans l’économie en construisant des agrégats monétaires emboités en fonction de la disponibilité des sommes considérées.**

**La plus étroite définition de la monnaie est la monnaie centrale :**

* **Elle est constituée par les dépôts des établissements de crédit auprès de la BC.**
* **Elle est échangée sur le marché monétaire interbancaire où sont effectués des prêts à court terme, pour des durées allant de 24h à 1 an.**